



Alternatifs Isère

SOLIDARITÉS FÉMINISME
AUTOGESTION 38 ÉCOLOGIE



Les Grecs se battent pour tous les européens

L'avertissement de décembre 2008

En décembre 2008, la Grèce avait déjà connu une série d'émeutes déclenchées par la jeunesse qui n'a plus d'avenir. Il faut savoir qu'en 2006, on comptait déjà 26% de chômeurs parmi les jeunes. En décembre 2008, le gouvernement de droite de Kostas Karamanlis n'a rien voulu entendre de ce mouvement et l'a réprimé.



Le peuple Grec trinque...

Durant la crise financière, le gouvernement grec a distribué 28 milliards d'euros aux banques, soit 2 600 € par habitant. Cette dépense a considérablement augmenté la dette publique de la Grèce. Et maintenant, le gouvernement socialiste de Papandréou demande au peuple de se serrer la ceinture pour rembourser celle-ci. Voici la liste des mesures décidées par ce gouvernement en concertation avec l'Union Européenne (UE) et le FMI, dirigé par le socialiste français Dominique Strauss-Kahn:

- Le taux principal de la TVA qui, après être passé de 19% à 21% est porté à 23%, les autres taux augmentant aussi : de 5% à 5,5% et de 10% à 11% ;
- Les taxes sur le carburant, l'alcool et le tabac augmentent pour la deuxième fois en un mois de 10% ;
- Les salaires pour les fonctionnaires sont amputés de l'équivalent de deux mois ;
- Les salaires et les retraites de la fonction publique seront gelés pendant 5 ans ;
- Les départs anticipés à la retraite, liés à la pénibilité du travail, sont interdits avant 60 ans ;
- L'âge de la retraite est retardé : il faudra 40 ans de travail, au lieu de 37, pour pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein. De plus, cette retraite ne sera plus calculée en fonction du dernier salaire, mais selon le salaire moyen de la totalité des années travaillées !
- Suppression des conventions collectives
- L'État va réduire ses dépenses de fonctionnement (santé, éducation) de 1,5 milliards d'euros ;
- Un salaire minimum jeune (650 €), inférieur à celui des adultes va être créé ;
- Les licenciements seront facilités.

Et les privilèges demeurent

Ainsi, nous pouvons constater que ces mesures ne touchent aucunement les hauts revenus, notamment pas les revenus financiers, alors que les politiques fiscales menées en faveur des plus riches et des grandes entreprises (impôt sur le revenu, sur le patrimoine, sur les sociétés) ont, ces dernières années, considérablement diminué. Aucune mesure n'est prise pour lutter contre la fraude fiscale qui, en Grèce, est légion : par exemple l'économie non-officielle, dont font notamment partie les professions libérales, représente entre 20 et 25% du PIB. La quasi-totalité des grandes entreprises déclarent leurs profits dans des pays à fiscalité plus avantageuse, notamment à Chypre. Qu'est-ce que fait l'Union Européenne pour interdire ces paradis fiscaux internes à elle-même ? Alors que, ces dernières années de nombreuses affaires de corruption et de détournement d'argent sont apparues, en Grèce, au grand jour, aucune mesure contre ce fléau n'est envisagée. Aucune mesure n'est prise non plus contre les exorbitantes exonérations fiscales sur le patrimoine et l'immobilier dont bénéficie l'Église orthodoxe. Alors que le budget de la défense, rapporté à l'ensemble du budget est le plus important de l'Union Européenne, qu'il dépasse celui de l'Éducation, les baisses des dépenses militaires envisagées sont insignifiantes !

Aujourd'hui la Grèce, demain la France?

La crise grecque n'est qu'un exemple avant-coureur de ce que vont connaître tous les pays dont la dette publique augmente à grande vitesse. L'Espagne, dont le gouvernement socialiste a décidé de baisser les salaires de ses fonctionnaires de 5%, le Portugal, l'Italie et le Royaume-Uni ont déjà suivi cet exemple. La France, dont l'endettement atteindra 83% du PIB fin 2010, ne sera donc pas épargnée.

Ces réformes prévoient aussi de réduire massivement l'emploi public. L'Espagne prévoit de ne remplacer qu'un départ de fonctionnaire à la retraite sur dix, la Grèce un sur cinq. Ce qui ne peut que dégrader les services publics, dont bénéficient surtout les couches les plus défavorisées. En outre, ce n'est pas ainsi que la Grèce pourra lutter contre l'évasion fiscale. De plus cette politique, tout comme l'allongement de l'âge de la retraite, ne peuvent qu'aggraver la situation de l'emploi des jeunes.

La mobilisation des peuples

Face à ces mesures injustes les Grecs descendent régulièrement dans la rue, des manifestations ont eu lieu ou sont prévues en Espagne, au Portugal, en France et en Roumanie. Cependant il n'y a pas encore de manifestations coordonnées au niveau européen. De leur côté, les chefs de gouvernement de l'UE se concertent pour faire pression sur les peuples afin que les cours des bourses européennes progressent.

Au Parlement français, les socialistes ont voté, avec la droite, en faveur du plan financier « d'aide à la Grèce » sans tenir compte du fait que ce plan écrasait le peuple grec au profit des bourses européennes.